

Nos héritages et nos faiblesses (la déclaration Balfour)

Michel Decker, mai 2016

Un objectif de la technologie actuelle est de construire des ordinateurs qui soient capables de s'optimiser eux-mêmes, d'apprendre de leurs erreurs, de développer leurs points forts. La question qui se pose est: est-ce que le genre humain en tant que tel est-il capable de s'optimiser en apprenant de ses erreurs? Car sinon, gare à nous!

Pour avoir une idée si nous sommes capables d'apprendre et de nous améliorer dans notre fonctionnement, jetons un coup d'oeil sur le siècle dernier. Il y a cent ans, l'Europe était embourbée dans la première guerre mondiale. Résultat de l'opération: 10 millions de militaires morts, 9 millions de civils tués, 21 millions de blessés, la plupart gravement, et des millions de disparus. Moins de 20 ans après, rebelotte, mais en pire, avec la deuxième guerre mondiale et ses 60 à 80 millions de morts. Si l'on nous raconte que depuis lors, nous n'avons pas eu de guerre, ce n'est pas vrai du tout. Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir des guerres sans fin, des guerres chaudes comme des guerres froides. Les plus répandues sont, sous un aspect différent, les guerres économiques; la compétition implacable avec l'autre, la Chine, le Japon etc., on trouvera toujours un autre concurrent, cela est sûr. Il y a également les boycotts économiques que nos pays aiment bien appliquer vis-à-vis d'autres pays comme p. ex. l'Iran, Cuba, le Venezuela, la Russie, avec des coûts énormes pour les pays concernés de part et d'autre. Cuba estime les pertes économiques dues au boycott des USA à 117 milliards \$. Les pertes pour les USA sont encore supérieures, ce qui ne les a pas empêchés de poursuivre leur politique agressive, contre l'avis du reste du monde, avec le seul appui d'Israël à l'assemblée générale des Nations Unies. Est-ce intelligent? Non, c'est plutôt fanatique! Il y a eu également les guerres de décolonisation après la deuxième guerre mondiale, avec des dizaines de millions de morts, dont nous ne parlons guerre, pardon ... guère.

Il y a un événement, dont nous allons sans doute commémorer les 100 ans l'année prochaine et qui n'a pas fini de créer des problèmes de nos jours. Il s'agit de la Déclaration Balfour de novembre 1917, dans laquelle M. Balfour, ministre britannique, fait savoir à M. Rothschild que le couronne britannique verrait d'un bon oeil la création d'un foyer juif en Palestine. Les Palestiniens, 100 ans après, n'en sont pas encore revenus. Mais regardons l'événement dans le détail, car il vaut la peine. Et il y en a qui pensent que, tant que le problème palestinien n'aura pas trouvé une solution conforme au droit international, il y aura des réactions, parfois violentes.

La déclaration Balfour

En 1916, Chaim Weizmann rencontre à Londres David Lloyd-George, ministre des finances britannique jusqu'en 1915, pour l'informer du projet sioniste en Palestine. Ce projet prévoit de créer en Palestine un Etat juif qui accueillerait tous les Juifs du monde qui en ressentiraient le besoin. Pourquoi ont-ils choisi la Palestine qui était déjà peuplée par les...Palestiniens? La réponse est écrite dans l'Ancien Testament. Que l'Ancien Testament ait été rédigé par des Juifs à diverses époques ne doit pas être un problème pour les Sionistes, au contraire. Et qui est Chaim Weizmann? Weizmann est un Juif, chimiste, qui a quitté la Russie pour venir s'installer en Grande Bretagne. On peut lire chez Jonathan Schneer, professeur à la Georgia Tech's School of History, Technology and Society (1) que Weizmann, quand il s'est établi en 1904 à Manchester, il était un illustre inconnu qui savait à peine s'exprimer en anglais. Pour se donner de l'importance, il faisait croire aux Britanniques, très réservés, qu'il avait un pouvoir certain sur une puissance considérable, la puissance juive mondiale. Schneer souligne que le pouvoir mondial des Juifs tout comme son influence sur lui étaient inventés. Mais les Britanniques l'ont cru. Et Lloyd-George, dès qu'il est devenu premier ministre en décembre 1916, a parlé des aspirations sionistes avec M. Balfour, son ministre des affaires étrangères. La déclaration qui porte le nom de Balfour, a été publiée en novembre 1917, après avoir été envoyée le 2 novembre 1917 à Walter Rothschild, chef inofficiel de la communauté juive britannique, pour transmission à la Fédération sioniste de Grande Bretagne et d'Irlande.

Que dit cette déclaration du gouvernement britannique? En voici le texte :

« *Cher Lord Rothschild,*

J'ai le plaisir de vous adresser, au nom du gouvernement de Sa Majesté, la déclaration ci-dessous de sympathie à l'adresse des aspirations juives et sionistes, déclaration soumise au Parlement et approuvée par lui.

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les Juifs jouissent dans tout autre pays. *Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste.*

Arthur James Balfour »

On peut se poser de nombreuses questions à ce sujet. De quel droit un gouvernement européen promet-il une terre à une fédération sioniste, mouvement qui était loin de représenter à l'époque la majorité des Juifs du monde ? Ils étaient plutôt considérés comme des fundamentalistes, des extrémistes. Une grande partie des Juifs du monde aspiraient à une intégration dans leur pays, s'ils n'y étaient déjà parvenus. D'autres voulaient continuer à vivre en tant que minorité reconnue dans un Etat moderne avec tous les droits des autres citoyens (2). Pourquoi alors cette promesse, en contradiction flagrante avec la promesse faite aux pays arabes, à la même période, c. à d. de leur accorder un territoire national arabe indépendant en contrepartie de leur soutien déterminant contre l'empire ottoman ? Cette histoire de duperie est amplement connue grâce à la figure légendaire de Lawrence d'Arabie. Le célèbre historien Eric Hobsbawm (1917-2012) écrit dans son livre « The Age of Extremes » : ... *Palestine, where the British government, anxious for international Jewish support during the war, had incautiously and ambiguously promised to establish « a national home » for the Jews.* Ce qui confirme ce que Schneer a écrit sur le jeu joué par Weizmann en se faisant passer pour un manipulateur de la puissance juive mondiale. Il est vrai que l'Empire britannique, en 1916-17, avait besoin d'un nouveau soutien extérieur considérable pour faire pencher l'issue de la première guerre mondiale en sa faveur et pour sauver du coup rien moins que son empire mondial. Cette puissance est intervenue sous forme des Etats-Unis d'Amérique. Ils le seraient probablement sans la déclaration Balfour.

Malheureusement, le projet sioniste a reçu à partir de ce moment-là une base diplomatique qu'il a utilisé très habilement. Il pouvait compter sur des personnages influents à cet effet, entre autres W. Churchill qui a dit en février 1920 (3) : *If, as may well happen, there should be created in our own lifetime by the banks of the Jordan a Jewish State under the protection of the British Crown which might comprise three or four millions of Jews, an event will have occurred in the history of the world which would from every point of view be beneficial, and would be especially in harmony with the truest interests of the British Empire.* On peut en conclure que Churchill n'était nullement opposé à une immigration massive de Juifs en Palestine, créant les problèmes que nous savons.

Sans doute forts de leurs soutiens, les Sionistes ont eu recours également à la force sous forme de terrorisme pour réaliser leur projet au plus vite; terrorisme contre les Britanniques et contre les Palestiniens. Deux des chefs de gouvernement israélien étaient d'anciens responsables de groupes terroristes. Il s'agit évidemment de Menachem Begin et de Yitzak Shamir. Shamir (1915-2012), immigré de Pologne, était membre de l'Irgun, ensuite du groupe Stern, ou Lehi, encore plus radical, après scission de l'Irgun en 1940. Il devint un des chefs du Lehi en 1943. Ce groupe est responsable de nombreux attentats, entre autres du meurtre du comte Folke Bernadotte, le représentant pour le Moyen Orient des Nations unies, en 1948, l'année de la création de l'Etat d'Israël. Begin (1913-1992), immigré de Russie, a rejoint le groupe terroriste de l'Irgun, dont il est devenu le chef en 1944. Il a ordonné l'attaque à la bombe contre le siège militaire et administratif des Britanniques dans le fameux hôtel King George à Jérusalem. Cet attentat terroriste a tué 91 personnes, Britanniques, Palestiniens et Juifs. Un autre chef de gouvernement israélien, plus proche de chez nous, Ariel Sharon, a été condamné en 1983, dans son propre pays, pour son implication dans des massacres de civils à Beyrouth, et notamment dans les camps palestiniens de Sabraa et Chatila, auquel Sharon a assisté sans intervenir, sinon plus. Voici donc des aspects de terrorisme un peu inhabituels dans la rengaine des menaces terroristes par les « jhadistes musulmans », mais qu'il ne faut pas oublier. D'ailleurs, si nous voulons avoir une définition de ce qu'est le terrorisme que nous combattons globalement, nous n'en trouvons pas une, mais une centaine. Ce qui veut dire qu'il est impossible de se mettre d'accord, p. ex. au sein de l'ONU, sur une définition du terrorisme. Donc, en fin de compte, la définition du terrorisme reste politique. Ce qui explique pourquoi un Nelson Mandela était jusqu'en 2008 sur la liste des terroristes des USA.

Réfugiés

L'Etat sioniste de la déclaration Balfour était censé accueillir les réfugiés juifs du monde entier, et cela longtemps avant l'arrivée au pouvoir de Hitler. Après Hitler, et jusqu'à nos jours, l'Etat d'Israël continue d'accueillir tous les Juifs du monde entier, enfin ceux qui ont envie d'y aller. Et nos pays membres de l'UE soutiennent cette politique de façon massive par toutes sortes de contrats d'association, de collaboration et de financement. Même si, de temps en temps, quelqu'un lève le doigt pour rappeler que le respect du droit international serait une condition pour collaborer. Mais c'est évidemment sans effet. Donc, un Etat est au-dessus du droit parce qu'il offre un home aux réfugiés, à condition qu'ils soient de religion juive. On ne demande pas si c'est des réfugiés politiques ou économiques. Ou bien des fanatiques, attirés par un logement subventionné, sur les terres volées aux Palestiniens.

Quel contraste avec la politique de notre UE vis-à-vis des réfugiés qui cherchent un home en dehors des pays où nous sommes en train de réaliser des changements de régime en y apportant toutes les horreurs de la guerre. La guerre, c'est toujours la tuerie, oui, mais également le vol, le viol, la trahison, la torture. Et vis-à-vis de ces réfugiés que nous avons en grande partie générés nous-mêmes, que ce soit par les guerres directes ou par les guerres économiques en Afrique via les traités de libre échange, vis-à-vis de ces gens, nous faisons la fin bouche. Nous n'en voulons pas en Europe. Et nous trouvons, pour les empêcher

d'utiliser leurs droits fondamentaux, selon le droit international, des arrangements avec la Turquie. Les instruments pratiques mis en oeuvre par nous s'étalent des barrières et clôtures à barbelés jusqu'aux camps dans lesquels nous trouvons normal de concentrer ces pauvres qui ont tout laissé pour trouver une nouvelle vie. En oubliant d'envoyer l'argent promis par l'UE pour parer sur place au plus pressé. Voilà un des aspects du monde que nous avons construit et que nous n'avons pas encore le courage de remettre à plat. L'année prochaine, certains vont se souvenir de la déclaration Balfour qui aura 100 ans.

- (1) Jonathan Scheer, *The Balfour Declaration, The Origins of the Arab-Israeli Conflict*, 2012
- (2) *Le Yiddishland Révolutionnaire* de Alain Brossat et Sylvia Klingberg, 2009)
- (3) *The Routledge Atlas of the Arab-Israeli Conflict*, Martin Gilbert, 2012